

Pourquoi des Casques bleus burundais craignent de rentrer au pays ?

Editions Le Pays, 17 août 2016 Refus de Casques bleus burundais de rentrer au bercail : Encore une mauvaise publicité pour Nkurunziza Tout récemment, de jeunes soldats burundais, au terme d'une mission à l'étranger, plus particulièrement en Somalie, ont refusé de rentrer au bercail. Ces 4 jeunes officiers, pour être précis, disent craindre pour leur vie dès qu'ils fouleront le sol burundais. La question que l'on peut se poser est de savoir si ces craintes sont fondées où si elles relèvent d'une vue d'esprit.

La première hypothèse pourrait être privilégiée et ce, au regard des considérations suivantes : d'abord, depuis que Pierre Nkurunziza a froissé et jeté à la poubelle l'accord d'Arusha pour octroyer un troisième mandat, le Burundi s'apparente au Chili à l'époque du Général Pinochet. En effet, emprisonnements arbitraires, tortures, portés disparus, assassinats de personnalités civiles comme militaires, sont devenus le menu quotidien que le pouvoir de Nkurunziza sert à bien des Burundais. Et pour échapper à ce climat de terreur où des individus de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, connus sous le nom d'Imbonerakuré, ont laissé libre cours à leur instinct de tueurs, une foultitude de Burundais ont dû prendre le chemin de l'exil. Le Burundi de Pierre Nkurunziza a tous les attributs d'un véritable Etat policier. Ensuite, la deuxième considération qui milite en faveur du refus des jeunes soldats de regagner le bercail au terme de leur mission en Somalie, peut se fonder sur l'évaluation de la situation sécuritaire faite par la communauté internationale et les organisations indépendantes de défense des droits de l'Homme. Tous ces acteurs sont unanimes pour reconnaître et déplorer ceci au pays de l'ex-professeur de gymnastique : « une rupture complète de l'Etat de droit ainsi qu'un état de tension politique permanente ». Ces propos sont ceux de Sébastien Touzé, rapporteur du Comité des Nations unies au Burundi. Le comité se dit, par ailleurs, troublé par le chiffre de 348 exécutions extrajudiciaires perpétrées en un an depuis le début des violences liées au processus électoral. Les Nations unies sont donc formelles et sans ambiguïté : le Burundi de Pierre Nkurunziza a tous les attributs d'un véritable Etat policier. Plus grave encore, fait remarquer la structure de Ban Ki-Moon, des indications laissent penser que les tortures et autres actes de violence sont dirigés avant tout contre une ethnie. A ce sujet, l'on peut se permettre de nuancer les choses. Car, le dictateur a dans son collimateur tous les Burundais qui ont opté de défendre la démocratie contre l'arbitraire et la dictature et ce, indépendamment de leur appartenance tribale ou politique. D'ailleurs, ce serait faire le jeu du dictateur que de réduire la problématique de la crise burundaise à une dimension ethnique. Car le satrape ne se fera aucun scrupule pour instrumentaliser son ethnie à l'effet de renforcer sa dictature en divisant les Burundais sur la base de critères d'un autre âge. De ce qui précède, l'on peut se permettre de partager les raisons pour lesquelles les jeunes soldats ont choisi de ne pas obéir aux ordres de la hiérarchie militaire. A l'appui de leur argumentaire, ils ont invoqué le cas d'un de leurs frères d'armes qui, de retour d'une mission en République centrafricaine, a été purement et simplement tué par les brigades de la mort du pouvoir. Naturellement, l'on pouvait s'attendre à ce que le gouvernement balaie d'un revers de la main les dires des 4 jeunes soldats. Et c'est ce qu'il a fait, allant jusqu'à les tourner en dérision. En effet, un haut responsable de l'armée burundaise se dit étonné et outré par les mobiles avancés par les 4 officiers pour justifier leur comportement. Car, pour lui, tout baigne au pays et de ce fait, tous les discours alarmistes sur le Burundi ont pour vocation unique de diaboliser le pays et son président. Ces propos brillent, et c'est le moins que l'on puisse dire, par leur cynisme. En effet, tout le monde sait, en tout cas les gens de bonne foi, que les disparitions forcées, les tortures et les détentions les plus arbitraires se conjuguent au présent de l'indicatif au pays de l'omnipotent et omniscient Nkurunziza. Nkurunziza sait que s'il redevient un citoyen ordinaire, il est un client potentiel pour les tribunaux. Et nul ne peut jurer, au Burundi, d'être à l'abri. Pas même les partisans du pouvoir. Car, la suspicion y est ambiante, la délation aussi. De ce fait, n'importe qui à la place de ces jeunes soldats, pourrait être tenté de s'abstenir de regagner la géhenne que représente le Burundi depuis que Pierre Nkurunziza a décidé de briguer le mandat de tous les dangers. En tout état de cause, le refus de certains Casques bleus burundais de rentrer au bercail au terme de leur mission à l'étranger, sonne comme une mauvaise publicité qui vient s'ajouter à tant d'autres pour Pierre Nkurunziza. Et l'on peut parier que ce ne sera pas la dernière. Ce d'ailleurs que le satrape, pour préserver son trône, semble disposé à ne pas lâcher du lest. La politique donc de l'autruche a de beaux jours au Burundi. De ce point de vue, le 3e mandat risque de ne pas être le dernier et ce, d'ailleurs que Nkurunziza sait que s'il redevient un citoyen ordinaire, pour l'ensemble de ses basses œuvres, il est un client potentiel pour les tribunaux de son pays, voire pour les tribunaux étrangers, à l'image de celui qui vient de faire rendre gorge à l'ancien président tchadien, Hissène Habré. Et pour revenir au cas des jeunes soldats burundais qui rechignent à rentrer au bercail, l'on peut se demander si, en plus des raisons qu'ils invoquent, l'on ne peut pas ajouter le fait qu'ils n'ont aucun avenir au Burundi tant que Pierre Nkurunziza sera au pouvoir. Déjà l'ONU, pour signifier son dépit face aux excès du régime, a pris la décision de rapatrier dans leur pays, tous les Casques bleus burundais. Et ce signal fort onusien pourrait être l'entame d'une série de mesures punitives contre la dictature de Nkurunziza. Malheureusement, le peuple burundais pourrait en prendre un coup car le risque est grand qu'en voulant abattre le margouillat, l'on ne touche l'arbre auquel il est accroché.